

PARDEM Info : actu, analyse, programme

Le 18 février 2023

PARDEM Info N°50

En pleine mobilisation contre la « réforme des retraites », une question essentielle émerge : celle du travail. Des conditions de travail, de sa rémunération mais aussi du sens du travail. Mais entre emploi et travail il existe des différences. L'emploi s'inscrit depuis des décennies dans un « marché » où on est sommé de se vendre auprès d'employeurs qui achètent au meilleur prix, c'est-à-dire au salaire le plus bas, des « compétences » les plus hautes.

Mais lorsqu'on parle du salaire il ne s'agit pas seulement du net perçu mensuellement mais aussi du salaire différé (ou socialisé) incluant les pensions de retraite à venir et, d'une manière générale, toute la protection sociale. Tandis que tous les salariés versent des cotisations sociales, les employeurs, eux, en sont de plus en plus exonérés. Ces mesures gouvernementales, notamment le CICE, assèchent depuis des années les comptes de la Sécurité sociale. Elles concernent tous les salaires jusqu'au SMIC, soit plus de 2,5 millions de personnes dans le secteur privé.

Le chômage, disons plus exactement la privation d'emploi, concourt aussi à la réduction des recettes de la protection sociale. Il existe, en effet, deux niveaux au salaire. Le plus visible est celui perçu en net par chacun, son « pouvoir d'achat » immédiat, versé sur son compte bancaire. L'autre niveau, le salaire différé ou socialisé (Assurance maladie, retraite, chômage, prestations familiales et logement), est invisibilisé mais crucial. Il résulte de la même action : celle de la force de travail du salarié qui produit biens ou services. C'est tout à la fois à la protection sociale et au salaire direct que les néolibéraux s'attaquent depuis plusieurs années. D'autant que plus les privés d'emplois sont nombreux moins les salaires augmentent selon le principe de l'offre et la demande imposé par le marché. D'ailleurs la dernière réforme des indemnités chômage fait varier les indemnités en fonction de ce marché de l'emploi. Le gain est donc double pour le patronat : moins les employeurs payent de cotisations sociales, plus la Sécurité sociale est appauvrie, plus les salariés sont pris à la gorge, plus les profits s'accroissent pour les gros actionnaires.

Mais gare ! Le rejet massif de la population de l'allongement de la durée du travail (jusqu'à 64 ans avec 43 années de cotisation pour le salarié) ouvre désormais sur le refus de « mourir au travail », de « perdre sa vie pour la gagner ». Et pose des questions de fond. A quoi sert le travail ? A qui ? Pourquoi ?

Pour qui veut mettre en mouvement une vague émancipatrice, il est indispensable de résoudre à la fois l'accès à l'emploi pour tous et le sens du travail pour chacun. Ce qui exige de penser la société sur de nouvelles bases. Nous y reviendrons.

Afin de contribuer au débat qui se propage sur l'emploi et le travail, nous vous proposons 2 sujets : un texte « Sortir le travail, la terre, la monnaie et le commerce international de l'univers du arché » et une vidéo avec Aurélien Bernier, réalisée lors de l'Université d'automne du Pardem en novembre 2022 « Réindustrialiser la France : pourquoi, comment, à quelles conditions ? ».



Réindustrialiser la France pourquoi, comment, à quelles conditions ?

Vidéo d'Aurélien Bernier enregistrée à l'Université d'automne 2022 du Pardem

Considérée comme ringarde il y a peu, la souveraineté industrielle fait son retour en force dans les discours politiques et dans la presse économique. Pour les libéraux, la relocalisation et la « souveraineté » sont un nouveau prétexte à la casse sociale, au productivisme et au subventionnement sans condition des entreprises. Pour d'autres à droite, il faudrait mettre en place un « trumpisme » à la française, c'est-à-dire préserver les intérêts du secteur privé et le cadre libre-échangiste global, en ajoutant simplement à la mondialisation une touche de nationalisme économique. Une vraie politique de relocalisation dans l'intérêt des classes populaires n'a rien à voir avec cela. Elle doit poser la question de la propriété des moyens de production, de la finalité de cette production, du contrôle et de l'utilisation des capitaux...

[Regardez la vidéo](#)



Sortir le travail (entre autres) du Marché

La dynamique du système capitaliste le pousse en permanence à universaliser le marché, c'est-à-dire non seulement à l'étendre sur le plan géographique, mais aussi à l'étendre du domaine des biens matériels au travail, à la terre, à la monnaie et au commerce international. Ce ne sont là toutefois que des « marchandises fictives ». Elles touchent en effet respectivement à l'être humain, à la nature, au pouvoir, aux relations entre nations. Ces quatre éléments ne peuvent dans la réalité être totalement soumis à des mécanismes de marché sans provoquer d'immenses effets destructeurs sur les sociétés comme nous l'observons quotidiennement depuis plusieurs décennies.

C'est pourtant le changement fondamental produit par le capitalisme qui avance sans discontinuer vers la plus complète transformation possible du travail, de la terre, de la monnaie et du commerce international en marchandises. Il traite ces éléments comme s'ils avaient été produits dans le seul but d'être vendus comme des marchandises ordinaires, alors que ce ne sont pas d'authentiques marchandises, et qu'ils ne le seront jamais.

[Lire la suite](#)

[Adhérez](#)

Faites un don

Editeur : Parti de la démondialisation (PARDEM)

